

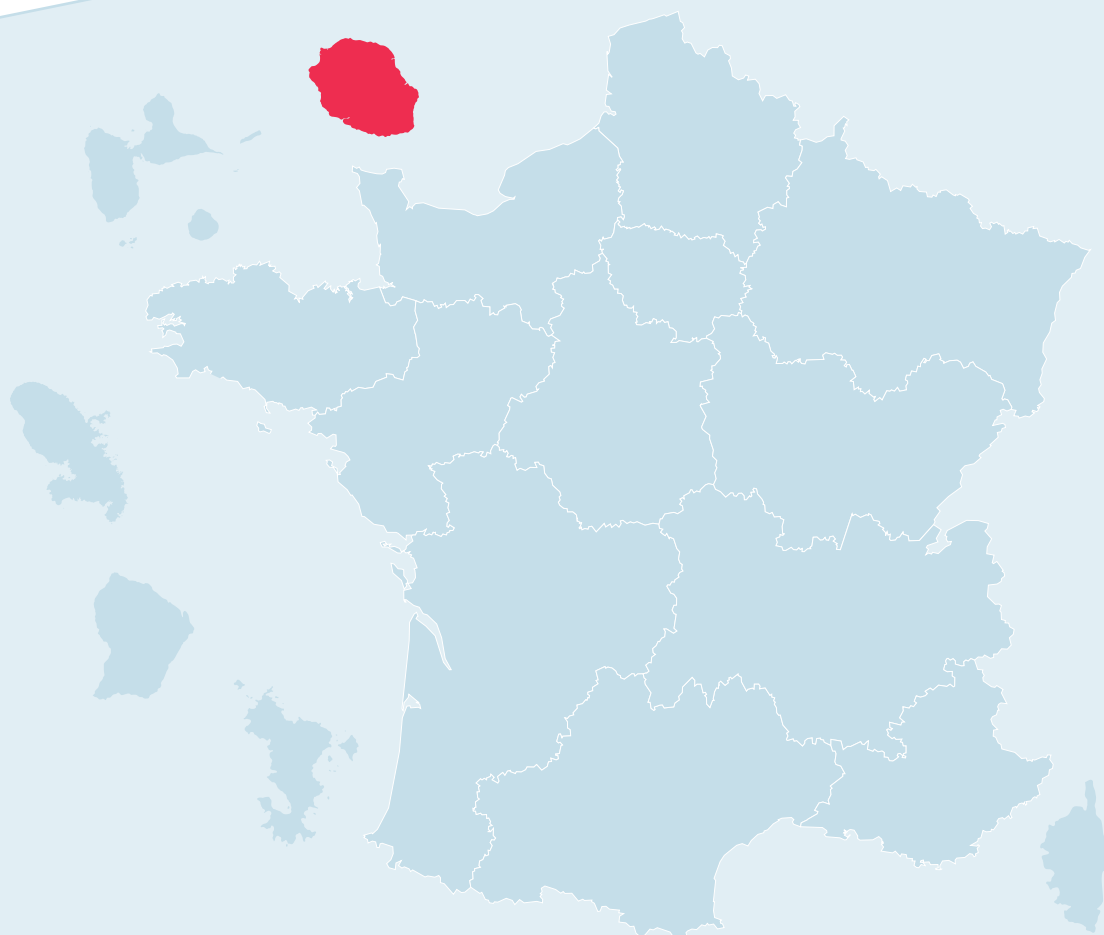


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

Monographies régionales



Mars 2026



R É G I O N
L A R É U N I O N



RÉGION LA RÉUNION

SOMMAIRE

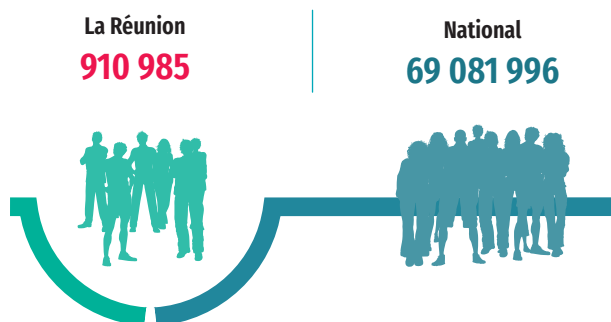
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	2
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE.....	4
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS	6
BUDGETS	8
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT).....	9
DERNIERES ACTUALITES.....	11

La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en janvier 2026.

PRINCIPAUX INDICATEURS

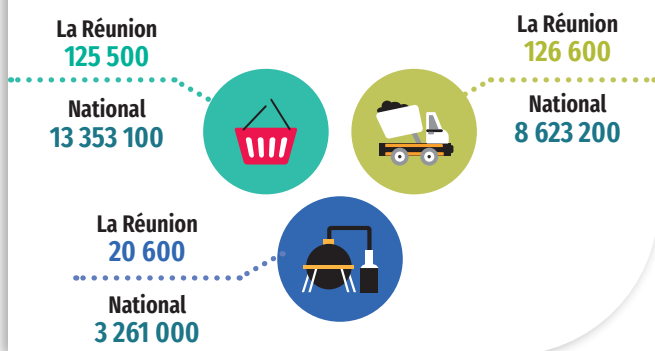
POPULATION

Nombre d'habitants au 1^{er} janvier 2026



SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois au 2^e trimestre 2025



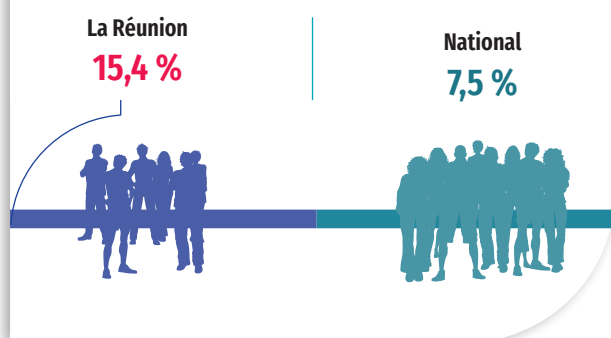
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND

SECTEURS INDUSTRIE

SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND

TAUX DE CHÔMAGE 2^e trimestre 2025

% de la population active



DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre au 2^e trimestre 2025

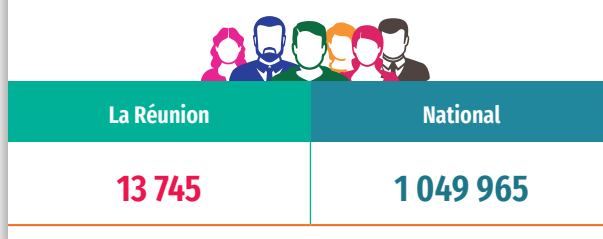


PRESTATAIRES DE FORMATION

	La réunion	National
Organismes de formation	967 en octobre 2025	101 750 en 2024
CFA/SA	171 en octobre 2025	3 688 en 2024/2025

EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2024/2025



BUDGET GLOBAL

Évolution des dépenses FPC et apprentissage de la région en millions d'euros

	2022	2023	2024
En millions d'euros	70,3	85,1	113,8

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2024 en millions d'euros



BUDGET PRIMITIF 2026 : 280,90 millions d'euros pour l'axe « Développement humain et solidaire » dont la formation.

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	891 190 en 2022	899 660 en 2023 (1) 910 985 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2026) (2)	0,95 % (2022/2023)	69 294 105 en 2023 (1) 69 081 996 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2026) (2)
POPULATION ACTIVE	397 188 en 2022	361 000 en 2023	-9,07 %	31 353 400 en 2024 (France hors Mayotte)
dont 16-25 ans	47 719 en 2022	Non renseigné	-	3 372 000 en 2024
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	153 540 (au 2 ^{ème} trimestre 2024)	156 190 (au 2 ^{ème} trimestre 2025)	1,73 %	5 612 100 (au 2 ^{ème} trimestre 2025) (France hors Mayotte)
Moins de 25 ans	21 470 (au 2 ^{ème} trimestre 2024)	23 270 (au 2 ^{ème} trimestre 2025)	8,38%	792 800 (au 2 ^{ème} trimestre 2025) (France hors Mayotte)
25-49 ans	86 220 (au 2 ^{ème} trimestre 2024)	86 830 (au 2 ^{ème} trimestre 2025)	0,71%	3 318 100 (au 2 ^{ème} trimestre 2025) (France hors Mayotte)
50 ans ou plus	45 860 (au 2 ^{ème} trimestre 2024)	46 080 (au 2 ^{ème} trimestre 2025)	0,48 %	1 501 200 (au 2 ^{ème} trimestre 2025) (France hors Mayotte)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	16,5 % (au 2 ^{ème} trimestre 2024)	15,4 % (au 2 ^{ème} trimestre 2025)	1,1 %	7,5 % au 2 ^{ème} trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	33 % en 2023	35% en 2024	6,06 %	19 % au 2 ^{ème} trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	16 % en 2023	15,9% en 2024	-0,62 %	6,9 % au 2 ^{ème} trimestre 2025 (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	15 % en 2023	13,5 % en 2024	-10 %	4,8% au 2 ^{ème} trimestre 2025 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, JO, DARES, 2026

(1) Décret no 2025-1362 du 26 décembre 2025 authentifiant les chiffres des populations (JO du 28 décembre 2025) : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053177312>

(2) Estimation INSEE janvier 2026 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8721456/estim-pop-nreg-sexe-gca-1975-2026.xlsx>

SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA RÉGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GÉNÉRIQUES (2ème trimestre 2025)	Tertiaire marchand	125 500	13 353 100
	Tertiaire Non marchand	126 600	8 623 200
	Industrie	20 600	3 261 000

Source : Insee 2026

MÉTIER EN TENSION	RÉGION	NATIONAL
	Liste des métiers porteurs à la Réunion -Crefop 2025	Métiers émergents ou en particulière évolution, France compétences, 2026 https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2026/02/Liste-Metiers-en-evolution-ou-en-emergence-janvier-2026.pdf Liste annuelle des métiers émergents ou en particulière évolution pour 2026 France Compétences, 2026 https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2026/02/FC_GUIDE-MEPE_2026.pdf

Sources : France Compétences, DARES, Base FAR Centre Info 2026

INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF	1014 en mai 2024 selon le Carif	967 en octobre 2025 selon le Carif	-4,64 %	101 750 en 2024
Formations commandées et rémunérées par les Conseils régionaux	6 000 en 2023	9 500 en 2024	58,33 %	321 400 en 2024

Sources : Annexes aux projets de loi de finances pour 2025 et 2026, Réunion Prospective Compétences

APPRENTISSAGE

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	126 CFA en mai 2024 selon le Carif	171 CFA en octobre 2025 selon le Carif	35,71 %	3 688 en 2024/2025
Montant de la dépense pour l'apprentissage (en milliers d'euros)	3,1 M€ en 2023	3,4 M€ en 2024	9,8 %	263,5 M€ en 2024
Effectif d'apprentis	13 738 en 2023/2024	13 745 en 2024/2025	0,05 %	1 049 965 en 2024/2025
Nb de contrats d'apprentissage	14 380 en 2023	15 093 en 2024	4,96 %	1 042 543 en 2024

Sources : RERS, DARES PoEm, Annexes aux projets de loi de finances pour 2025 et 2026, Réunion Prospective Compétences

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique, la politique des pôles de compétitivité constituant un important levier de la politique d'innovation française. Depuis 2019, les régions assurent le suivi des actions des pôles.

Pour la phase V (2023-2026), cinquante-cinq pôles de compétitivité dont 2 nouveaux ont été labellisés en France.

2 POLES DE COMPÉTITIVITÉ DANS LA RÉGION LA RÉUNION

Qualitropic

Qualitropic est un pôle de compétitivité accélérateur d'innovation. Basé à La Réunion, il fédère le monde de l'entreprise et de la recherche autour d'une thématique : la « bioéconomie tropicale ».

<https://www.qualitropic.fr/>

Capenergies

Le pôle de compétitivité Capenergies facilite l'émergence de projets innovants et accompagne leur financement et développement pour accélérer la Transition Énergétique dans les territoires. Il intervient au bénéfice des filières énergétiques bas carbone. Il anime une communauté de 530 acteurs.

<https://www.capenergies.fr/>

Source : <https://www.entreprises.gouv.fr/espace-entreprises/etre-accompagne/annuaire-poles-competitivite>, 2026

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

Le territoire national compte plus d'une centaine de Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers. 19 campus ont été labellisés en 2025, dont 16 comprenant la mention "Excellence".

2 Campus des métiers et des qualifications sont labellisés dans la région La Réunion.

DEUX CAMPUS DES MÉTIERS A LA RÉUNION

Campus des métiers et des qualifications Génie civil et écoconstruction en milieu tropical

- Territoire : Réunion – Mayotte
- Secteurs professionnels : Bâtiment, travaux publics, architecture
- Filière(s) de formation : Bâtiment, travaux publics, architecture et construction, énergies et environnement, bois, matériaux-de construction, domotique

Campus des métiers et des qualifications Du management & services numériques

- Territoire : Océan Indien
- Secteurs professionnels : Management et Services Numériques
- Filière(s) de formation : Professionnelles et qualifiantes : gestion / administration, commercialisation de biens et services, informatique de gestion, Technologiques et universitaires : Générales et grandes écoles - FTLV- Numériques

Source : Ministère de l'Éducation nationale, 2026

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	Pour la Réunion (PLR) gauche démocratique et républicains
Président(E)	Huguette BELLO
Vice-Présidente	Karine NABENESA, Déléguée à la formation professionnelle et de l'apprentissage

COMMISSIONS

Commission Développement humain (CDH)	
Président	Jean-Pierre CHABRIAT
Commission en charge de l'apprentissage (n'existe pas)	
Président(e)	-
Commission aménagement, développement durable, et transition écologique (CDDTE)	
Présidente	Maya CESARI
Commission cohésion sociale et solidarité	
Présidente	Evelyne CORBIERE

DIRECTIONS GENERALES

Direction Général Des Services	
Directeur	Serge JOSEPH
Direction Général Adjoint	
Directeur	John GANGNANT

DIRECTION FORMATION

Direction de la Formation professionnelle	
Directeur	Salim OMARJEE

Source : Conseil régional, 2026

SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	LATRON	Patrice	02 62 40 77 77
SGAR	SMITH	Richard	02 62 40 77 77
DEETS	POULY	Arnaud	02 62 94 07 07
Recteur	MEHDI	Rostane	02 62 48 10 10

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX

CARIF-OREF

Réunion Prospective Compétences

Directeur : David RIVIERE

Site internet : <https://www.rpc.re/>

BUDGETS

DÉPENSES FORMATION PROFESSIONNELLE-APPRENTISSAGE

DEPENSES 2022/2023/2024

En Millions d'euros

	Dépenses totales	Formation professionnelle continue	Apprentissage	Formations sanitaires et sociales	Dépenses non ventilables
2022	70,3	41,8	6,9	21,5	0,1
2023	85,1	60	3,1	21,4	0,7
2024	113,8	84,1	3,4	25,7	0,6

Sources : Annexes aux Projets de loi de finances pour 2024/2025/2026

BUDGET PRIMITIF

Voté le 18 décembre 2025 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région.

Le budget primitif de la Région La Réunion pour 2026 est d'un montant de 1,06 milliard d'euros, dont 280,90 millions d'euros pour l'axe "développement humain et solidaire" dont relève la formation professionnelle.

BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2026 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	788 822 000	788 822 000
Investissement	748 278 000	748 278 000
Total	1 537 100 000	1 537 100 000

Capacités d'engagement

Libellé	BP 2025	BP 2026	Evolution
Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage			
Fonctionnement	161 344 232	234 683 933	
Investissement	130 254 280	93 110 673	
Action économique			
Fonctionnement	33 126 933	32 953 733	
Investissement	37 316 348	43 656 872	

Source : Conseil régional La Réunion, 2026

PROGRAMMATION RÉGIONALE (ET PARTENARIAT)

La Réunion : Contrat de convergence et de transformation 2024-2027 (Signé le 25 octobre 2024)

Le Contrat de convergence et de transformation (CCT) de La Réunion, adopté par une délibération lors de la session plénière du Conseil régional du 11 juillet 2024, a été signé le 25 octobre 2024 entre l'État, la Région, le Département et les EPCI.

Cinq thématiques ont été définies : cohésion du territoire, résilience et durabilité, attractivité du territoire, mobilités, conditions de vie en Outre-Mer.

Pour les opérations avec financement Région, la participation de l'État s'élève à 97,8 M€ (hors Plan d'Investissement dans les Compétences) dont 60 M€ consacrés à la construction du lycée de la mer ainsi que le lycée du tourisme. Au global c'est près de 97,8 M€ de crédits de l'État (lycées compris) qui viennent compléter les financements de la Région pour certaines opérations. Enfin, de nombreuses opérations ne prendront leur dynamique que par la mobilisation potentielle des fonds européens dont la Région est autorité de gestion.

En matière de développement économique, de formation et d'emploi, la contribution de l'Etat est de 11 701 403 €, celle de la Région est de 8 536 760 € et celle des EPCI de 10 000 000 €.

En ce qui concerne le projet n°2.1.1 : Adaptation de l'offre de formation aux besoins en compétences, les objectifs sont :

- Identifier les besoins en compétences de la population réunionnaise, notamment des entreprises ;
- Orienter les politiques menées vers les publics prioritaires ;
- Accompagner le service public de l'orientation, notamment par la mise en réseau des acteurs et leur professionnalisation (Carif) ;
- Accompagner l'évolution de l'offre de formation pour l'adapter aux besoins des entreprises.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2026

CPRDFOP 2024-2030

Le CPRDFOP 2024-2030 a été adopté en assemblée plénière du Conseil régional le 18 décembre 2025 pour une signature avec les partenaires prévue au mois d'avril 2026, lors d'un comité plénier du CREFOP.

Ce nouveau contrat de plan a notamment vocation à coordonner, de manière structurée les initiatives menées sur le territoire autour d'un véritable projet de développement des compétences des Réunionnais à visée d'insertion professionnelle et d'employabilité durable.

Ainsi, il vise le développement d'une offre de formation renforcée, densifiée et dont la qualité demeure un enjeu de préoccupation majeure, tant en faveur des publics potentiels bénéficiaires, mais également pour répondre au plus près aux besoins en compétences exprimés entreprises, dans le droit fil de l'accompagnement de la collectivité au développement économique du territoire sur des filières prioritaires et gages d'emplois (numérique, énergies renouvelables, économie bleue, care, aéronautique et drones, industrie du cinéma, des jeux vidéos et de l'audiovisuel ou encore l'agroalimentaire et le bâti tropical).

Ce plan d'action se répartit sur 4 axes et 16 fiches actions à ancrer dans les instances de gouvernance pour leur pilotage et leur suivi et se décline comme suit :

- Axe 1 - Développer une vision prospective et partagée des besoins, afin d'accompagner les transformations liées aux transitions écologique, numérique et sociétale,
- Axe 2 – Définir et déployer une offre de formation de qualité, adaptée au territoire et innovante ;
- Axe 3 - Favoriser un accès renforcé et durable à la formation tout au long de la vie ;
- Axe 4 - Orienter les Réunionnais tout au long de la vie, en valorisant les métiers et en facilitant un choix éclairé de formation et de reconversion professionnelle.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2026

Pacte d'investissement dans les compétences pour La Réunion 2024-2027 (adopté le 21 juin 2024)

Le pacte régional d'investissement dans les compétences 2024-2027 a été adopté par délibération lors de la session plénière du Conseil régional de La Réunion du 21 juin 2024, et signé avec l'Etat le 9 juillet 2024. Une convention annuelle PACTE est signée chaque année pour sa déclinaison financière.

Ce pacte régional d'investissement (PRIC) intègre les expériences et analyses issues du cycle précédent sur cinq points :

- Une prise en compte adaptée des personnes en recherche d'emploi insuffisamment formées et qui en ont besoin, avec de nouveaux publics éligibles au-delà des publics de niveau de qualification infra-bac ;
- Une orientation des crédits et des actions vers les formations qualifiantes diagnostiquées nécessaires pour mieux répondre aux difficultés de recrutement, singulièrement les métiers concernés par les transitions numériques ou écologiques que ce PRIC veut prioriser ;
- Une personnalisation accrue du PRIC aux problématiques et ambitions territoriales portées par l'exécutif régional, sur la part des formations préalables et des formations qualifiantes, ou encore sur le montant consacré à des actions d'amélioration de la disponibilité des formations ou de renforcement des actions de sourcing ;
- L'engagement de France Travail dans l'atteinte des objectifs de la région en matière de formations et de publics, par la mobilisation du réseau des conseillers pour informer et orienter les demandeurs d'emploi vers les formations mises à disposition ;
- La définition d'un objectif quantitatif de part des personnes en recherche d'emploi prioritaires dans le total des entrées en formation de l'année, pour assurer un impact sur les publics cibles et répondre, le cas échéant, à l'enjeu de réduction de l'écart éventuel entre leur poids dans la DEFM ABC et dans les entrées en formation.

Au niveau local, des dérogations sont prévues au titre des engagements financiers réciproques, notamment par l'insertion d'une clause de revoyure.

Pour le territoire de La Réunion, cette contractualisation se traduirait sur l'ensemble de la période 2024-2027 par un engagement financier prévisionnel de la Région à hauteur de 96 000 000€ et de l'État à hauteur de 141 775 360 €.

L'engagement de la région La Réunion dans le Pacte régional s'accompagne de la garantie de mobiliser a minima chaque année une dépense socle. Ce montant socle annuel de 24 millions d'euros est celui indiqué dans la convention financière 2024, et maintenu en montant sur toute la période avec toutefois, la possibilité d'activer une clause de révision du socle.

Pour l'année 2025, la convention financière, adoptée par la région le 4 juillet 2025 et contractualisée avec l'Etat le 21 août 2025, fait état d'un engagement conjoint à hauteur de 40M€ de la part de l'Etat (soit environ 62.5% de l'effort total de formation de la Région) et 24 M€ de la part de la Région Réunion au titre du socle (soit environ 37.5 % de l'effort financier total de la Région au titre de la formation professionnelle).

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2026

DERNIERES ACTUALITÉS

La Réunion signe un Contrat de Filière Numérique 2026-2028

Le 18 février 2026, Huguette Bello, Présidente de la région de La Réunion, a signé un Contrat de Filière Numérique 2026–2028, un partenariat stratégique visant à renforcer la filière numérique locale. Cette initiative rassemble des acteurs clés du territoire, tels que Réunion THD, La Réunion Développement, Solidarnum, Digital Réunion et France Travail, pour soutenir l'innovation, l'inclusion et la transformation numérique sur l'île.

Une démarche collaborative pour un numérique inclusif

Le nouveau contrat repose sur une démarche de co-construction, menée entre mars 2024 et avril 2025. Cinq comités de filière numérique, des groupes de travail thématiques et des ateliers d'intelligence collective ont permis de :

- Croiser les expertises des acteurs locaux
- Identifier les priorités stratégiques
- Définir des actions concrètes et réalisables
- Collectivités, services de l'État, entreprises, organismes de formation et structures d'inclusion numérique ont participé activement, assurant ainsi une feuille de route partagée et adaptée aux besoins du territoire.

Les 4 axes stratégiques du Contrat de Filière Numérique 2026-2028 sont :

1. Réduire les inégalités d'accès au numérique
2. Accompagner 10 000 usagers vers l'autonomie numérique, améliorer l'accessibilité des services publics en ligne et de structurer l'offre de formation pour tous. Avec pour objectif de garantir que chaque Réunionnais puisse bénéficier des avantages du numérique.
3. Développer l'économie numérique locale.

Le contrat vise à soutenir la transformation numérique de 8 000 TPE et PME et à renforcer la visibilité internationale de la filière à travers l'organisation ou l'accueil d'un salon régional du numérique. Cette démarche favorisera l'innovation, la compétitivité et l'attractivité économique de La Réunion.

- Soutenir la transition écologique et la résilience territoriale
- Mise en place d'une stratégie régionale de numérique écoresponsable pour limiter l'impact environnemental des usages numériques et des infrastructures. L'initiative s'inscrit dans une démarche durable, combinant innovation technologique et respect de l'environnement.
- Maîtriser les enjeux liés à la donnée et à l'intelligence artificielle.

Le contrat prévoit de structurer des projets de territoire intelligent, d'instaurer une gouvernance territoriale de la donnée, de créer un data hub de confiance. L'objectif est de garantir une utilisation responsable des données au service des citoyens, des entreprises et des collectivités.

- Une vision partagée pour le futur numérique de La Réunion.

Pour Huguette Bello, présidente de la région : « La révolution technologique nous offre des outils puissants, mais elle exige de nous une responsabilité partagée. Je préfère que l'on maîtrise la technologie plutôt qu'on la subisse. L'essor du numérique ne peut se faire au détriment de nos principes les plus chers. C'est à nous d'en guider les usages au service d'un projet de société. »

Avec ce contrat de Filière Numérique 2026–2028, La Réunion affirme sa volonté de devenir un territoire numérique inclusif, innovant et durable, capable d'accompagner entreprises, citoyens et institutions dans un monde en constante évolution.

Source : Site de Centre Info, Rubrique Régions, Claudia Manuel de Condinguy, 25 janvier 2026

Facture numérique : la région La Réunion lance le dispositif « Kap Konèk.T »

Le numérique est aujourd'hui un moteur essentiel de croissance et d'attractivité pour La Réunion. S'il ouvre de réelles opportunités économiques et sociales, il représente aussi un défi culturel et sociétal.

Pour Huguette Bello, Présidente de la Région La Réunion : « Il nous faut également accompagner les Réunionnaises et les Réunionnais dans l'appropriation des usages numériques. Former, sensibiliser, rassurer : le numérique doit être un outil d'émancipation, et non une source d'exclusion ou de découragement ».

Pour lutter contre cette fracture numérique, la région propose un nouveau dispositif gratuit

« Kap Konèk.T » qui a pour objectif d'accompagner 1000 bénéficiaires par an, a deux missions centrales :

- permettre l'apprentissage des usages numériques essentiels,
- accompagner les citoyens dans leurs démarches administratives en ligne.

Il s'adresse à toute personne majeure et prioritairement aux publics en situation de vulnérabilité, notamment :

- les jeunes de moins de 26 ans sans diplôme,
- les personnes au chômage de longue durée,
- les publics nécessitant un accompagnement pour une demande de Continuité Territoriale.

Pour garantir un accès simple et de proximité, la Région s'appuie sur un réseau solide d'acteurs présents sur l'ensemble du territoire. Parmi eux, France Travail avec ses 17 agences, la CGSS (4 agences principales), ainsi que la DRFIP, et d'autres structures de proximité.

Source : Site de Centre Info, Rubrique Régions, Claudia Manuel de Condinguy, 08 décembre 2025

Charte d'engagement du Plan Régional pour la Maîtrise des compétences clés à la Réunion

Dans le cadre du Plan de maîtrise des compétences clés (PR2C), le préfet de La Réunion et la présidente du Conseil régional ont signé le 4 novembre 2025, une charte d'engagement en faveur du développement des compétences de base pour l'ensemble des Réunionnais. La charte réengage un certain nombre de structures : elle a été cosignée par les représentants du Rectorat, de la Direction de l'agriculture et des forêts (DAAF), de l'Université, de la CAF, du Conseil Départemental, ainsi que par France Travail nouveau signataire.

A l'issue de la signature, un bilan intermédiaire de ce Plan 2022-2027 a été présenté permettant de montrer les avancées et les actions restant à réaliser.

Le PR2C a pour objectifs de :

- coordonner les acteurs publics, associatifs et institutionnels,
- partager les bonnes pratiques et innover,
- renforcer l'accompagnement des jeunes et des adultes en difficulté,
- favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

"Cette signature marque une étape clé dans la lutte contre l'illettrisme et le développement des compétences fondamentales à La Réunion".

Source : Site de Centre Info, Rubrique Régions, Nathalie Legoupil, 01 décembre 2025

NOTES

[illegible]

Les Régions au cœur de la formation



Centre Info propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur-mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels.

Association sous tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public de capitalisation dans le champ de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles.

Fort d'une équipe de 72 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.

Centre Info

4, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La Plaine cedex

Tél. : 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International
contact.regions@centre-inffo.fr